



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

Maison d'Arrêt de Valenciennes - Réhabilitation du QSL au profit du CPIP - VALENCIENNES

N° D'AFFAIRE : C25081879 N° CHRONO : 1 N° VERSION : Hors lot elec	CE RAPPORT A ETE VALIDE PAR LE CHARGE D'AFFAIRE LE 02/06/2025 SIGNATURE FAZIO Sandrine	CHANTIER 75 RUE LOMPRESZ MAISON D ARRET DE VALENCIENNES 59300 VALENCIENNES	 OBSERVATIONS
---	--	--	--

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie
Hand-T	Accessibilité des lieux de travail aux personnes handicapées

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

STI - Sont exclus de la prestation :

- La solidité des ouvrages ou éléments d'équipement qui est réputée acquise ;
- La protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les équipements de travail (levage, machine) et leurs dispositifs d'accès ;
- La vérification des ouvrages au regard de la réglementation ICPE (code de l'environnement Livre V –Titre 1er et décrets d'application) ;
- Les installations de production d'énergie électrique et leurs raccordements (éolien, photovoltaïque) ;
- Les vérifications relatives au respect des dispositions de protection vis-à-vis des risques naturels (foudre, ...) et technologiques.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-T - Sont exclus de la prestation :

- L'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées en application des articles R. 162-9 à R. 162-13 du CCH.
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	8
4. SYNTHESE DES AVIS	9
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	10
6. DOCUMENTS EXAMINES	14
7. DIFFUSION	14

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

Maison d'Arrêt de Valenciennes - Réhabilitation du QSL au profit du CPIP
CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 18/04/2025

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 18/04/2025
- Montant prévu des travaux : 350 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 5 mois

Classement réglementaire :

- Lieux de travail : h < à 8m

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES
PENITENTAIRES
123 RUE NATIONALE
59034 LILLE

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :
Bureau : Public, administrations

Bureau

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

Selon Marché SGAR - Lot 13 - CTC - Arrondissement de Douai-Valenciennes

Description :

La date de construction du bâtiment est 1964

- Les travaux concernent la réhabilitation d'une moitié de bâtiment.

- Le bâtiment est sur 2 niveaux (RDC et R+1), la surface impactée par les travaux est de **120 m²** (pour les 2 niveaux), la partie du bâtiment concernée par les travaux sera considérée comme hors détention (bâtiment code du travail)
- Les chambres du QSL (Quartier Semi-Liberté) seront transformées en bureau au profit du CPIP (Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et

Probation)

- Les travaux seront réalisés en intérieur, sauf pour les menuiseries extérieures
- Il est prévu un **marché TCE (Tout Corps d'Etat)** avec les sections techniques suivantes :

- ST 01 - **Désamiantage** curage
- ST 02 - Gros œuvre – Cloisonnement -Menuiseries intérieures
- ST 03 - Peinture - Faux-plafond – Revêtements de sol
- ST 04 - Menuiseries extérieures
- ST 05 – CVC – Plomberie
- ST 06 - Electricité

- La durée des travaux est de **5 mois** , y compris la période de préparation d'un mois – Début des travaux en mars 2025 – Fin des travaux juillet 2025
-

•
SIRET APAVE
COURBEVOIE : 903
869 071 00014
•

-

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION










3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

4. SYNTHÈSE DES AVIS





4.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées

 COUVERTURE EN PETITS ELEMENTS Dispositions générales 	 MENUISERIES EXTERIEURES Dispositions générales 
 DISPOSITIONS GENERALES DES GARDE-CORPS 	 CLOISONS Dispositions générales 
 SOL SOUPLE Dispositions générales 	

4.2 PAR EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet

 STI - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie EFFECTIF – (R.4216-4) 	 STI - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie DEGAGEMENTS - DISPOSITIONS GENERALES – (R.4216-2 à 12) 
--	--

5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 Avis sur les ouvrages

OUVRAGES/LOCALISATIONS	Code Avis	AVIS	
COUVERTURE			
COUVERTURE EN PETITS ELEMENTS			
Dispositions générales	S	N°O1 - 1	Prévu suppressions de la DEP avec réfection d'étanchéité localisée : prévoir justification
MENUISERIES EXTERIEURES			
MENUISERIES EXTERIEURES			
Dispositions générales	S	N°O2 - 1	Menuiseries extérieures remplacées. Les menuiseries sont déjà approvisionnées. Il y a lieu de s'assurer de la présence d'un dossier technique avec justification des CEKAL, avis technique, PV d'essai des impostes servant de garde corps, certificat AEV, épaisseur et type de vitrage etc.. Justifier de la durée et du type de stockage n'ayant pas endommagés les matériaux.
GARDE-CORPS RAPPORTES			
DISPOSITIONS GENERALES DES GARDE-CORPS	S	N°O3 - 1	Les menuiseries devront justifier de la capacité à reprendre les charges dues à un GC : NF P 01 013 En l'absence de justification prévoir mise en œuvre de garde corps relatif à la NF P 01 012
DISTRIBUTION			
CLOISONS			
Dispositions générales			

OUVRAGES/LOCALISATIONS	Code Avis		AVIS
	F	N°O4 - 1	Prévu KALYSSE en douche placo en doublage et cloison
REVETEMENTS DE SOL INTERIEURS			
SOL SOUPLE			
Dispositions générales	HM	N°O5 - 1	La vitrification du parquet existant n'est pas repris dans la mission de contrôle technique
Dispositions générales	F	N°O5 - 2	Sol souple U3 03 (s'assurer du classement sur plancher bois)
Dispositions générales	S	N°O5 - 3	Prévu étanchéité composite verre époxy au droit des douches : l'avis technique de l'ensemble du système devra reprendre la possibilité de pose sur le support existant : bois ? béton ? à confirmer

5.3 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIEUX DE TRAVAIL Code du travail		
REFERENTIEL APPLICABLE (H < 8m) (R.4214-5 à R.4214-8, R.4214-20, R.4216-1 à 23 et 30)	F	N°E1 - 1
		CdT R+1 < 8m
EFFECTIF (R.4216-4)	S	N°E2 - 1
		Moins de 19personnes suivant réunion préparatoire : transmettre déclaration d'effectif écrite

EXIGENCES/LOCALISATION
AVIS
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX LIEUX DE TRAVAIL
 Code du travail

DEGAGEMENTS - DISPOSITIONS GENERALES (R.4216-2 à 12)
Calcul des dégagements (R.4216-8)
S
N°E3 - 1

Confirmer effectif (1 PORTE DE 1UP)

6. DOCUMENTS EXAMINES

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
		Dossier DCE transmis par M. Bellec le 28/04/2025	28/04/2025

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTAIRES
ALAIN BELLEC
alain.bellec@justice.fr